



ARRETE DU MAIRE

Arrêté n° 101/2025

OBJET : Réglementation du stationnement en quinconce – avenue Pierre Loti, entre les avenues Gabriel Péri et Victor Hugo - à compter du 25 avril 2025.

Le Maire de Morangis,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2 et L.2213-2,

Vu le Code de la Route, et notamment les articles R.411-8, R.417-1 et R.285-1,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation des routes, Livre 1,

Vu la délibération n°110/2014 du Conseil municipal du 15 décembre 2014 transférant la compétence voirie à l'Etablissement Public Territorial Grand-Orly Seine Bièvre (EPT GOSB),

Vu la délibération n°032/2020 du Conseil municipal du 4 juillet 2020 portant sur l'élection du Maire,

Considérant le résultat du sondage du 25 mai 2023, il y a nécessité de réglementer le stationnement sur le tronçon allant du numéro 38 au numéro 93 avenue Pierre Loti et d'uniformiser le stationnement existant sur cette voirie,

ARRÊTE

Article 1 : Le stationnement sera réglementé en quinconce, avenue Pierre Loti, entre les avenues Gabriel Péri et Victor Hugo, et sera interdit en dehors des emplacements matérialisés au sol.

Article 2 : La signalisation horizontale et verticale sera mise en place aux endroits appropriés par les services compétents de l'EPT GOSB.

Article 3 : Toutes dispositions contraires aux dispositions du présent arrêté seront abrogées.

Article 4 : Le présent arrêté prend effet à compter du 25 avril 2025.

Article 5 : Monsieur le Chef de l'agglomération de police de Juvisy-sur-Orge, Madame la Directrice Générale des Services, Monsieur le Directeur des Services Techniques, Madame la responsable de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté. Monsieur le Directeur de l'EPT GOSB, pour information.

Fait à Morangis, le 7 avril 2025

Madame Le Maire,
Brigitte VERMILLET



Arrêté certifié exécutoire

Madame le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'État.